

Consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes sur le report de l'interdiction d'utiliser des numéros mobiles à 10 chiffres pour les usages M2M

Réponse d'Orange

Version publique

Contact : mariemadeleine.montaut@orange.com

Dans un contexte où le nombre des attributions nationales de numéros mobiles en France a été divisé par deux depuis 2013, notamment en raison du retrait ou du retard de certains projets législatifs ou réglementaires, Orange remercie l'Autorité de l'initiative de cette consultation et tout particulièrement de sa proposition de report, sur demande, au 1^{er} juillet 2017 de la règle interdisant l'affectation des numéros mobiles à 10 chiffres pour les services M2M.

Orange ne sera pas en mesure d'affecter le nouveau format de numérotation à ses clients M2M « Entreprises » avant le [SDA], pour les raisons [SDA], portées à la connaissance de l'Autorité dans son courrier en date du 20 avril 2015.

[SDA]

En outre, Orange a fait le choix d'adresser en direct les clients finals grand public avec une offre de domotique. Cette orientation stratégique, qui n'était pas identifiée en 2012, requiert des évolutions **structurelles** du système d'information mobile « Grand Public » d'Orange qui porte cette offre.

[SDA]

Aussi, pour les raisons développées ci-dessus et comme nous l'avions déjà indiqué à l'Autorité dans notre courrier en date du 20 avril dernier, Orange ne sera en mesure d'affecter le nouveau format de numérotation aux clients de son offre domotique « Grand Public » qu'à compter du [SDA].

Le parc de clients domotique «Grand Public » représente [SDA] du parc global M2M d'Orange, part estimée à [SDA] cartes SIM à fin décembre 2018 et [SDA] à fin décembre 2020.

Nous comprenons que le régime dérogatoire prévu par la décision de 2012 est maintenu dans ses termes, lequel régime permet à un « *utilisateur final qui signe, au plus tard le 30 juin 2013, un contrat avec un opérateur de services mobiles relatif à des communications « machine à machine » (ou « M2M »), peut continuer à se voir affecter des numéros mobiles à 10 chiffres jusqu'au 30 juin 2018. Le nombre total de numéros mobiles à 10 chiffres pouvant être affecté par chaque opérateur dans ce cadre ne peut excéder 1 000 000 de numéros pour la période comprise entre le 1er janvier 2016 et le 30 juin 2018* ».

Orange, pour son offre M2M « Entreprises », n'utilisera, sur le million autorisé, qu'environ [SDA] numéros mobiles à 10 chiffres sur la période allant du 1/07/2017 au 30/06/2018, pour des contrats signés au plus tard le 30 juin 2013. S'agissant de son offre M2M « Grand Public », la consommation d'Orange sur la période 1/07/2017-[SDA] sera de l'ordre de [SDA] numéros à 10 chiffres. Orange souhaiterait ainsi pouvoir bénéficier d'un volume de [SDA] numéros à 10 chiffres pouvant être affectés sur la période allant du 1/07/2017 au [SDA] pour des contrats signés sur la même période.

La demande de reporter de [SDA] la date butoir du 30/06/2018 et de lever la contrainte de date de contractualisation, établie par l'Autorité au 30/06/2013 au plus tard, pour [SDA]

numéros apparaît raisonnable au vu de la **consommation modérée** qui sera faite par Orange de numéros à 10 chiffres, à savoir [SDA] sur 1 000 000 autorisés par l'Autorité.

Les critères de date de contractualisation et de période ayant été introduits par l'Autorité afin de limiter la consommation de numéros à 10 chiffres, il semble tout à fait envisageable, sans mettre en difficulté le marché mobile national, de lever ces contraintes sur un volume réduit de numéros [SDA], quand, de surcroît, la consommation globale d'Orange sera inférieure à celle autorisée par l'Autorité.

Par ailleurs, l'Autorité mentionne, dans son projet de décision, un parc métropolitain de SIM M2M et Internet, pour 2014, **inférieur de 1.8 millions d'unités** par rapport aux prévisions réalisées par l'Idate en 2011. Pour l'année 2015, Orange estime que cette consommation inférieure aux prévisions de 2011 va se poursuivre avec :

- pour le M2M un parc national à fin 2015 estimé à **10.1 M contre 12.3 M** prévus par l'Idate
- pour l'internet un parc national à fin 2015 estimé à **3.3 M contre 5 M** prévus par l'Idate.

On obtient ainsi, au 31/12/2015, une consommation nationale estimée de numéros à 10 chiffres pour le M2M et l'Internet **inférieure de 3.9 millions d'unités**, soit un **décalage d'environ 32 mois, soit plus de deux ans et demi** par rapport aux prévisions initiales.

Au regard de cette analyse, un report de 3 ans de la date du 1/1/2016 établie par la décision de 2012, appliqué à l'ensemble des acteurs, ne mettrait pas en difficulté l'activité mobile nationale. Aussi, dans un contexte où, à date, la nouvelle numérotation pourrait être reportée pour tous les acteurs à début 2019, sans risque pour le marché mobile, notre demande de pouvoir bénéficier de [SDA] numéros à 10 chiffres jusqu'au [SDA] pour une consommation globale de [SDA] numéros au lieu du million autorisé apparaît à double titre raisonnable.

En conclusion :

- Orange ne pourra affecter des numéros à 14 chiffres aux clients de son offre **M2M « Entreprises »** qu'à compter du [SDA]. Elle sollicitera, en conséquence, le report à cette date de l'obligation d'utilisation du format 14 chiffres, selon les modalités prévues par le projet de décision.
- Orange s'engage à n'affecter que [SDA] numéros à 10 chiffres sur la période allant du 1/07/2017 au 30/06/2018, pour ses contrats M2M « Entreprises » signés au plus tard le 30 juin 2013 et demande à pouvoir bénéficier d'un volume de [SDA] **numéros à 10 chiffres** pouvant être affectés sur la période allant du [SDA] pour ses contrats M2M « Grand Public » signés sur la même période.
- A compter du [SDA], Orange sera en mesure d'affecter des numéros à 14 chiffres aux clients de son offre **M2M « Grand Public »**.
- Enfin, Orange sera en mesure d'acheminer, à partir du **1er janvier 2016**, les communications à destination ou en provenance des clients des opérateurs tiers affectataires de numéros à 14 chiffres.